



*Texte intégralement repris à partir du site :*

*<http://www.les-identitaires.com/2018/05/le-vrai-plan-banlieue-quand-chez-toi-devient-chez-eux/>*

*Par Cyril Raul le 23 mai 2018*

Communément, l'expression « plan banlieue » évoque un énième plan d'aides aux quartiers immigrés, synonyme de milliards dépensés en pure perte pour acheter une hypothétique paix sociale. L'objectif affiché : « intégrer » ces quartiers au reste de la société française. Pourtant, le vrai « plan banlieue », celui palpable, concret, tangible, désigne un mécanisme inverse, un phénomène d'ampleur qui ravage nombre de nos villes et de nos villages. Le véritable « plan banlieue », qui s'étend actuellement partout en France, ce n'est pas la politique de la ville qui s'applique à la banlieue, mais la « politique » de la banlieue qui s'applique dans nos villes.

Pour tâcher d'être plus clair, voici comment se déroule un vrai « plan banlieue », dans la vraie vie. Prenons un exemple très concret, celle d'une petite ville de la « France périphérique » de 7000 habitants, appartenant pour la plupart à la petite classe moyenne blanche rurale ou semi-urbaine. Un centre-ville jusque-là agréable avec quelques commerces. Mais aussi un « quartier sensible » dont les habitants sont très majoritairement issus de l'immigration maghrébine et africaine.

Première étape du vrai « plan banlieue » : des habitants de la cité commencent doucement à fréquenter le centre-ville. Ils investissent notamment les bistrotts, et surtout leurs terrasses. Une fois installés (face à la rue, si possible), ils commandent un café. Le fameux « café en terrasse » : combien de patrons n'en servent plus ou appliquent des tarifs prohibitifs afin de prévenir ce type de phénomène dans leur établissement ? Car une fois leur terrasse investie par cette nouvelle clientèle, les passants ne s'arrêtent plus, les

habitueés viennent de moins en moins : pour le bistrot, c'est fini. Les nouveaux « clients » se montrent, sont bruyants, fixent les badauds. Ils occupent et imprègnent les lieux.

Deuxième étape du vrai « plan banlieue » : les habitants de la ville commencent discrètement à se plaindre du bruit, des incivilités, de l'insécurité. Des mobylettes qui tournent dans le centre-ville tard le soir. Des « petits groupes » qui investissent la place. Les discussions entre habitants du quartier évoquent ces cas d'un voisin qui s'est fait agresser, de cette jeune fille qui s'est faite insulter. On parle de ces regards insistants, pesants. Le centre-ville finit par être progressivement déserté.

Troisième étape du vrai « plan banlieue » : le taux de fréquentation du centre-ville chute, le prix de l'immobilier s'écroule, les commerces mettent la clé sous la porte. Le taux de vacance commerciale explose. Un kebab ouvre. Puis un deuxième. L'occupation du quartier devient totale : ils sont désormais chez eux, chez vous. Le « plan banlieue » est terminé. La ville ne s'en remettra pas.

Ce modèle de « plan banlieue » s'applique silencieusement depuis 40 ans. Mais il n'a jamais aussi bien fonctionné puisqu'il touche aujourd'hui tous les types de villes, y compris celles de quelques milliers d'habitants situées dans la France périphérique, loin des banlieues des grandes agglomérations françaises.

Dans une interview pour le Figaro, Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et Stratégies de l'Ifop, affirme ainsi qu'« on observe un phénomène de généralisation et de dissémination de ces problématiques sur l'ensemble du territoire national et plus seulement à la périphérie des métropoles ou dans le fameux « 9-3 » (...). Il n'existe plus une préfecture ou sous-préfecture française qui n'ait pas son quartier « chaud ». Et le phénomène s'étend à des territoires encore plus petits. Ainsi à Trèbes, village de 5600 habitants, on compte aussi une zone « sensible », le quartier de l'Aiguille. Derrière le discours officiel de la « petite ville de province où tout le monde se connaît » se cache une autre réalité : Marine Le Pen y a fait 48 % au second tour de la présidentielle ».

Le vrai « plan banlieue » n'est pas un plan concerté. Il n'est que la conséquence pratique de l'immigration massive (la force du nombre) couplé avec l'esprit de revanche et sa logique tacite de conquête. Il se construit autour d'un rapport de force implicite mais permanent, décrit sans détour par le géographe Christophe Guilluy dans son livre La France périphérique : « Ces terres de contacts sont aussi celles du séparatisme et d'une « lutte » non dite pour le territoire, et notamment des lieux symboliques que représentent par exemple le centre-ville ou la place du village. Qui baisse les yeux ? Qui prend le pouvoir symbolique, celui de la rue ? ». Le vrai « plan banlieue » se nourrit de la lâcheté de nos gouvernants (des ministres aux maires), mais aussi, chacun doit l'admettre, de nos petits renoncements du quotidien. Pour l'instant, les villes, les villages et les quartiers encore préservés du « plan banlieue » sont ceux où les « terres de contacts » dont parle Christophe Guilluy parviennent encore à être évitées. Jusqu'à quand ?

Cyril Raul  
23 mai 2018